

MAIRIE de MARSEILLE EN BEAUVAISIS
Service urbanisme
79 rue du Général Leclerc
60690 MARSEILLE EN BEAUVAISIS
Courriel : mairie@marseille-beauvaisis.fr
☎ 03 44 46 20 11

PERMIS DE CONSTRUIRE RECTIFICATIF DÉLIVRÉ
PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

ARRÊTÉ 2025-040-URB

Permis de construire déposé le 19/11/2024 Affiché en mairie le 19/11/2024 Complété le 14/02/2025		Dossier n° : PC 060 387 24 T 0004 LRAR N° 1A 171 751 42626	
Par :	SCI DEA COMPLEXE	Surface de plancher :	350 m ²
Représenté par :	M. Dhramvir SINGH	Nb de bâtiments :	/
Exerçant à :	8 rue Primo Levi 93000 BOBIGNY	Nb de logements :	20
Pour :	Réhabilitation et rénovation de batiments existants en 20 logements de type maisons individuelles		
Sur un terrain sis à :	4 rue du Bois 60690 MARSEILLE EN BEAUVAISIS		
Réf cadastrale :	Sect. AE par 15/16/17		

Le Maire de la commune de MARSEILLE EN BEAUVAISIS,

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants et R421-1 et suivants ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 17/12/2009 ;

Vu la demande susvisée ;

Vu la situation du projet, en zone Ua ;

Vu l'avis favorable de la commune de MARSEILLE EN BEAUVAISIS concernant le réseau d'assainissement collectif ;

Vu l'avis d'ENEDIS indiquant des travaux d'extension de réseau électrique pour desservir les parcelles, en date du 09/12/2024, ci-joint annexé ;

Vu l'avis favorable de VEOLIA en date du 04/12/2024, ci-joint annexé ;

Vu l'avis favorable avec prescriptions du Service Départemental d'Incendie et de Secours, en date du 19/12/2024, ci-joint annexé ;

Vu l'arrêté favorable de la demande de permis de construire PC 060 387 24 T 0004, signé en date du 26/03/2025 ;

Vu le courrier émanant de la SCI DEA COMPLEXE, en date du 30/04/2025, concernant une demande de rectification de l'arrêté susvisé ;

Considérant que la demande de permis de construire PC 060 387 25 T 0004 a été déposée le 19/11/2024 par la SCI DEA COMPLEXE avec, comme adresse de terrain déclarée le 8 rue des Bois, 60690 MARSEILLE EN BEAUVAISIS ;

Considérant que l'arrêté favorable a été émis avec cette même adresse ;

Considérant le courrier de la SCI DEA COMPLEXE, en date du 30/04/2025, indiquant que l'adresse déclarée lors de la demande de permis de construire était erronée ;

Considérant que l'adresse exacte du terrain sur lequel le projet est prévu est le **4 rue du Bois 60690 MARSEILLE EN BEAUVAISIS** ;

Considérant qu'il s'agit d'une erreur matérielle ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Le permis de construire est **ACCORDE** pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : les prescriptions émises par le Service Départemental d'Incendie et de Secours, dans leur avis du 09/12/2024, seront strictement respectées.

ARTICLE 3 : les prescriptions du permis de construire initial n° PC 060 387 24 T0004 restent inchangées.

ARTICLE 4 : le délai de validité du permis de construire reste inchangé.

ARTICLE 5 : Dès la fin de la totalité des travaux, le pétitionnaire devra obligatoirement déposer la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (DAACT) en 3 exemplaires en mairie.

MARSEILLE EN BEAUVAISIS, le 14/05/2025
Le Maire de MARSEILLE EN BEAUVAISIS

Isabelle DUBUI



Observation : L'attention du demandeur est attirée sur l'article L.342-21 du code de l'énergie qui précise que lorsque le raccordement au réseau public d'électricité est rendue nécessaire par une opération ayant fait l'objet d'un permis de construire, d'un permis d'aménager ou d'une décision de non-opposition à une déclaration préalable, le coût de ce raccordement est financé par le bénéficiaire du permis ou de la décision de non-opposition (et ce, même en cas d'extension importante du réseau). Cette contribution peut représenter un coût non négligeable pour laquelle le demandeur est invité à se renseigner auprès du gestionnaire du réseau électrique avant de commencer ses travaux.

L'outil « *simuler mon raccordement* » est accessible sur le site <https://www.enedis.fr/>, puis espace « *mon compte* » (onglet à droite) et créer un compte.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

COMMENCEMENT DES TRAVAUX : Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est acquise et exécutoire et après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (vous trouverez un modèle Cerfa n°13407*02 à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- affiché sur le terrain le présent courrier ;
- procédé à l'affichage sur le terrain dans les conditions ci-dessous définies.

Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas du permis de démolir ou des travaux situés en site inscrit ainsi que des travaux faisant l'objet de prescriptions au titre de l'archéologie préventive.

AFFICHAGE : L'affichage sur le terrain de permis de construire, d'aménager ou de démolir explicite ou tacite ou l'affichage de la déclaration préalable, prévu par l'article R424-15 du code de l'urbanisme, est assuré par les soins du bénéficiaire du permis ou du déclarant sur un panneau rectangulaire dont les dimensions sont supérieures à 80 centimètres (article A 424-15 à A 424-19 du code de l'urbanisme). Le panneau indique le nom, la raison sociale ou la dénomination sociale du bénéficiaire, le nom de l'architecte auteur du projet architectural, la date de délivrance, le numéro et la date d'affichage en mairie du permis ou de la déclaration, la nature du projet et la superficie du terrain ainsi que l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. Il indique également :

- a) si le projet prévoit des constructions, la surface de plancher autorisée ainsi que la hauteur (en mètres) de la ou des constructions par rapport au sol naturel ;
- b) si le projet porte sur un lotissement, le nombre maximum de lots prévus ;
- c) si le projet porte sur un terrain de camping ou un parc résidentiel de loisirs, le nombre total d'emplacements et, s'il y a lieu, le nombre d'emplacements réservés à des habitations légères de loisirs ;
- d) si le projet prévoit des démolitions, la surface des bâtiments à démolir (article A424-2 du code de l'urbanisme).

Le panneau d'affichage doit comprendre également la mention suivante :

« Droit de recours : Le délai de recours contentieux est de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain du présent panneau (article R 600-2 du code de l'urbanisme). »

« Tout recours administratif ou tout recours contentieux doit, sous peine d'irrecevabilité, être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur la déclaration préalable. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter du dépôt du recours » (articles R 600-1 du code de l'urbanisme). »

Le panneau d'affichage doit être installé de telle sorte que les renseignements qu'il contient demeurent lisibles de la voie publique ou des espaces ouverts au public pendant toute la durée du chantier (article A 424-4 du code de l'urbanisme).

Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

DUREE DE VALIDITE : Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée de un an, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROITS DES TIERS : Une autorisation est acquise sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

DELAIS ET VOIES DE RECOURS :

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de DEUX MOIS, à compter de sa notification devant le tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier 80000 AMIENS.

Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

